



Bulletin Veille Europe n°112 Septembre 2021

Sommaire

Institutions de l'UE.....	2
Parlement européen / Débat et résolution sur la situation en Afghanistan	2
Commission européenne /La meilleure façon de prévenir une crise migratoire est de prévenir une crise humanitaire	2
Commission européenne / Un forum de haut niveau sur la réinstallation consacré à la situation en Afghanistan.....	3
Cour des comptes européenne / Renforcer l'échange de données contre le trafic de migrant ..	3
Conseil de l'UE / Plan de réponse à la crise en Afghanistan.....	4
Commission européenne / La COVID-19 a aggravé le risque de mauvais traitements et de torture partout dans le monde	4
Commission européenne / Bulletin du Réseau Européen des Migrations	4
Parlement européen / Un programme de visas spécial pour les femmes afghanes	5
Parlement européen / Adoption de la directive révisée pour la carte bleue européenne	5
Agences et organes de l'UE	5
Cour des compte européenne / Rapport sur la coopération de l'UE avec les pays tiers en matière de réadmission	5
EASO / Rapport sur la situation sécuritaire en Afghanistan	6
EASO / Données asile de juillet 2021	6
EASO / Guide pratique de la procédure d'asile et d'accueil	7
EASO / Rapport sur les profils recrutés par al-Shabaab et les déserteurs en Somalie	7
EASO/ Rapport sur les villes de Mogadiscio, Garowe et Hargeisa	7
EASO / Rapport sur la situation sécuritaire en Somalie	7
EASO / Bulletin d'information sur la jurisprudence en matière d'asile	8
EASO / Etat d'avancement des mesures relatives à la COVID-19	8
EASO / Outil d'évaluation des conditions matérielles d'accueil	8
Eurostat / Les nouveaux demandeurs d'asile en hausse de 115 % au deuxième trimestre 20218	
FRA / Rapport « Protéger l'espace civique dans l'UE »	9
FRONTEX / Carte interactive représentant la situation migratoire en Europe	9
FRA / Bulletin sur le respect des droits fondamentaux dans le domaine de l'asile et de la migration	9
FRA / Rapport sur les droits fondamentaux des personnes arrivant dans les Etats membres et les pays candidats à l'adhésion à l'UE particulièrement touchés par la migration	10
Institutions européennes.....	10
Conseil de l'Europe / Proposition législative du parlement grec contre les ONG	10
Conseil de l'Europe / Conférence internationale sur le thème de l'apatridie à Bruxelles	11
Conseil de l'Europe / Réunions liées aux migrations à Belgrade	11
Organisations des Nations unies.....	11
OIM/ Nouvelles arrivées migratoire sur l'île de Lampedusa	11

OIM / Conditions de vie des migrants à la frontière de l'UE et la Biélorussie.....	12
OIM / Un nouveau guide pratique de l'OIM avec des conseils clés sur les centres pour migrants	12
HCR / Deux jeunes réfugiés sur trois pourraient ne jamais atteindre l'école secondaire	12
HCR / Visite du Haut-Commissaire en Turquie	13
HCR / Séries de podcast sur les 70 ans de la Convention de Genève.....	13
HCR / Sous financement de la lutte contre la COVID-19.....	14
Expert ONU / Des risques d'esclavage moderne pour les personnes déplacées.....	14
HCR / Engagement des Etats-Unis en matière de réinstallation des réfugiés	14
HCR / Deux étudiants centrafricains réfugiés au Cameroun et au Niger sont arrivés en France pour intégrer un master au sein de l'Université Clermont Auvergne	14
OIM / Décès près de la frontière entre la Pologne et le Biélorussie.....	15
Organisations de la société civile.....	15
Mixed Migration Center / L'utilisation des réseaux de passeurs par les réfugiés et migrants nigériens	15
Mixed Migration Center / Les rôles divers des passeurs dans les mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest et du Nord.....	15
Migration Policy Institute / Rapport sur les voies complémentaires d'accès à la protection et la réinstallation	16
Pro Asyl / Rapport sur les réfugiés Afghans en Turquie	16
Focus nationaux	16
Grèce / Questions/réponses sur la liste des pays tiers sûrs en Grèce.....	16

Institutions de l'UE

Parlement européen / Débat et résolution sur la situation en Afghanistan

Le mardi 14 septembre, les députés européens et Joseph Borrell le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité depuis 2019 aborderont la question de la crise humanitaire et migratoire en Afghanistan. Plusieurs problématiques doivent être soulevées telles que la protection des citoyens afghans, le soutien de l'UE aux réfugiés et aux personnes qui tentent toujours de quitter le pays ou encore la manière de s'engager avec les autorités talibanes à Kaboul. D'autres questions sont susceptibles d'être abordées, parmi elles, la situation sécuritaire en Europe, la politique européenne de défense commune, l'autonomie stratégique de l'Union et la nécessité de renforcer la position militaire de l'UE.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2021-09-13/1/debat-sur-la-situation-humanitaire-et-securitaire-en-afghanistan>

Commission européenne / La meilleure façon de prévenir une crise migratoire est de prévenir une crise humanitaire

Dans un article de la Commissaire Ylva Johansson, elle souligne que l'Union européenne a déjà déplacé son personnel à l'abri de Kaboul, y compris les habitants. Les États membres ont apporté une aide rapide à cet égard. De nombreux États membres ont réussi à déplacer leurs citoyens d'Afghanistan et

les citoyens afghans qui les ont aidés. Il est important que les Etats membres aident leurs citoyens mais offrent en parallèle aussi une protection internationale aux milliers d'Afghans qui ont travaillé avec eux, des auteurs, des défenseurs des droits des femmes et des journalistes, notamment.

Il y a actuellement 3,5 millions de personnes déplacées en Afghanistan. Le secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres met en garde contre une catastrophe humanitaire en Afghanistan. Une action est nécessaire afin d'éviter que ces déplacés ne retrouvent aux frontières de l'UE.

Ylva Johansson alerte le Conseil des ministres de l'intérieur de l'UE en charge de l'Afghanistan quant au fait que la meilleure manière de prévenir la crise migratoire est de prévenir la crise humanitaire. Le président Von Der Leyen a annoncé que le budget de l'UE d'aide pour l'Afghanistan sera quadruplé pour passer à 200 millions d'euros. Plus de 250 millions d'euros ont déjà été fournis pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil.

Ylva Johansson annonce qu'elle présentera fin septembre un plan d'action contre le trafic de migrants et que des partenariats seront établis avec des pays extérieurs à l'Europe. Ce plan d'action constituera une nouvelle étape importante dans la mise en œuvre du nouveau pacte sur la migration et l'asile.

Elle annonce également qu'un forum de haut niveau sur la réinstallation se tiendra à la fin du mois de septembre.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/blog/timetodelivermigrationeu-no14-best-way-prevent-migration-crisis-prevent-humanitarian-crisis_en

Commission européenne / Un forum de haut niveau sur la réinstallation consacré à la situation en Afghanistan.

Dans son blog, la Commissaire aux affaires étrangères Ylva Johansson indique que le 7 octobre 2021, le haut représentant de l'UE, Josep Borrell, et elle-même convoqueront un forum de haut niveau consacré à la situation en Afghanistan. Cet engagement a été annoncé lors de la réunion extraordinaire des ministres de l'intérieur des États membres de l'UE le 31 août. Ce Forum du 7 octobre aura pour objectif d'aider les Afghans les plus à risque.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/blog/timetodelivermigrationeu-no15-high-level-resettlement-forum-afghanistan-4-october-2021-protecting_en

Cours des comptes européenne / Renforcer l'échange de données contre le trafic de migrant

Un rapport spécial publié par la Cours des comptes européenne, appelle à un meilleur système d'échange d'informations pour permettre, entre autres, une totale interopérabilité entre les bases de données. Europol, l'agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs, soutient les États membres dans la lutte contre le trafic de migrants. Elle a notamment pour rôle de servir de centre d'échange d'informations. Cependant, selon ce rapport, Europol rencontre pourtant des problèmes récurrents pour accéder aux bases de données criminelles pertinentes et utiliser pleinement les sources d'information externes.

Pour plus d'informations :

Rapport <http://www.publicnow.com/view/7F0474803427BFD98ECB6D59C66CA2E8D50D70A0>

Conseil de l'UE / Plan de réponse à la crise en Afghanistan

Le Conseil de l'Union Européenne a publié un rapport le 10 septembre 2021 présentant son projet de plan d'action en réponse aux récents événements en Afghanistan. Ce projet a par ailleurs été préparé par les services de la Commission du Conseil de l'Europe. Ce plan d'action concerne en grande partie un plan de renforcement des partenariats migratoires complets avec les pays d'origine prioritaires et de transit.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.statewatch.org/media/2726/eu-council-afghanistan-com-draft-action-plan-migration-10472-1-21-rev1.pdf>

Commission européenne / La COVID-19 a aggravé le risque de mauvais traitements et de torture partout dans le monde

L'UE réaffirme sa ferme volonté de continuer à œuvrer en faveur d'un monde sans torture à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture. La pandémie de COVID-19 a eu pour conséquences l'augmentation d'actes de torture et de mauvais traitement dans le monde. Les restrictions et les mesures de confinement ont augmenté les violations des droits de l'homme dans la sphère publique et privée mais aussi en milieu carcéral. Le haut représentant et vice-président Joseph Borrell affirme que le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine doit continuer à orienter la riposte des Nations Unies face à la pandémie mondiale actuelle.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://eeas.europa.eu/delegations/niger/101551/la-covid-19-aggrav%C3%A9-le-risque-de-mauvais-traitements-et-de-torture-partout-dans-le-monde_fr

Commission européenne / Bulletin du Réseau Européen des Migrations

Le Réseau Européen des Migrations a publié en septembre 2021 un bulletin abordant différents enjeux en matière de migration et d'asile :

1. l'évolution de la politique générale
 2. la protection internationale, y compris l'asile
 3. les mineurs non accompagnés et groupes vulnérables
 4. la migration légale
 5. l'intégration
 6. la gestion des frontières extérieures de l'UE
 7. la migration irrégulière
 8. le retour
 9. les mesures de lutte contre la traite des êtres humains
 10. la dimension extérieure
 11. annexe: statistiques de l'UE et statistiques complémentaires, informations complémentaires, événements à venir.
-

Pour plus d'informations :

Bulletin : [00 eu emn 35th bulletin final en.pdf](#)

Parlement européen / Un programme de visas spécial pour les femmes afghanes

Les députés appellent à faciliter la poursuite de l'évacuation des citoyens européens et des Afghans menacés. Les citoyens afghans cherchant à se réfugier dans les pays voisins, le parlement européen évoque la nécessité de soutenir pays voisins de l'Afghanistan et de créer des couloirs humanitaires. Néanmoins, il est avancé que l'Union doit se concentrer sur des solutions plus durables et privilégier la réinstallation des personnes les plus vulnérables. Ainsi, la mise en place d'un programme de visa spécial pour les femmes afghanes cherchant à échapper au régime des talibans est envisagée. Le parlement demande aux pays membres la réévaluation des demandes d'asile en cours ainsi que celles reçues récemment y compris les demandes rejetées. Il ne doit y avoir aucun retour forcé en Afghanistan. Les députés reconnaissent qu'il est nécessaire de s'engager de façon opérationnelle avec les talibans sans les reconnaître officiellement pour des raisons logistiques et humanitaires. L'UE doit renforcer sa capacité à agir de manière autonome et consolider sa coopération en matière de défense.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210910IPR11906/pour-un-programme-special-de-visas-pour-les-afghanes-demandant-une-protection>

Parlement européen / Adoption de la directive révisée pour la carte bleue européenne

Les députés adoptent la réforme de la directive relative à la carte bleue européenne qui vise à faciliter l'emploi de ressortissants hautement qualifiés issus de pays tiers. Les critères d'admission sont plus flexibles, un contrat de travail valide ou une offre d'emploi ferme de six mois seront suffisants pour la délivrance d'une carte bleue européenne contre douze mois auparavant. Le seuil salarial quant à lui passe de 150% du salaire brut annuel moyen dans l'Etat membre d'emploi à 100% minimum et 160% maximum. Les déplacements entre pays de l'UE seront plus simples après douze mois dans le premier Etat membre et le regroupement familial sera plus rapide pour les titulaires d'une carte bleue européenne.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210910IPR11915/carte-bleue-regles-pour-les-immigrants-qualifies-souhaitant-travailler-en-europe>

Agences et organes de l'UE

Cour des comptes européenne / Rapport sur la coopération de l'UE avec les pays tiers en matière de réadmission

Ce rapport résulte d'un audit mené dans le but de déterminer l'efficacité de l'UE dans sa coopération en matière de réadmission de migrants avec les pays tiers. Cet audit relève un manque de synergies avec les Etats membres et entre les différentes politiques menées par l'UE malgré des mesures pertinentes. Il recommande l'adoption d'une approche plus souple lors de la négociation d'accords d'admission, la création de synergies avec les Etats membres pour faciliter les négociations et le renforcement des mesures incitant les pays tiers à la réadmission de leurs ressortissants ainsi que l'amélioration de la collecte de données sur les réadmissions.

Pour plus d'informations :

Rapport : <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=59347>

EASO / Rapport sur la situation sécuritaire en Afghanistan

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié en septembre 2021 un rapport actualisé sur les informations sur la situation sécuritaire en Afghanistan. Ce rapport couvre la situation globale de la sécurité en Afghanistan du 1er mars au 31 août 2021 et contient des informations sur les affrontements et autres événements liés à la sécurité au niveau de la province et du district au cours de la période de référence. Le rapport décrit également la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans alors que les forces internationales se retirent, en commençant par l'augmentation du nombre de districts tombant sous le contrôle des talibans entre mars et juillet, suivi de la capture des capitales provinciales entre le 6 et le 14 août, y compris les « districts fortement défendus de la ville de Mazar-e Sharif, au nord du pays, et la prise de contrôle définitive de la capitale Kaboul le 15 août 2021.

Pour plus d'informations :

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/news-events/afghanistan-easo-updates-report-security-situation>

EASO / Données asile de juillet 2021

Alors que les Syriens restent la première nationalité des demandeurs d'asile, l'écart se réduit avec les Afghans. De manière générale, les demandes d'asile sont en hausse et se rapprochent des niveaux d'avant la pandémie.

Environ 50 000 demandes ont été déposées en juillet 2021, +8% par rapport à juin. Les premiers pays d'origine sont la Syrie, l'Afghanistan, la Turquie, le Pakistan et l'Irak. Les demandes afghanes sont en hausse pour le cinquième mois consécutif (environ 7 300, +21% par rapport à juin). Environ 8 500 demandes syriennes (+14%) ont été déposées. Le pic des demandes iraqiennes est en partie dû à la situation aux frontières avec la Biélorussie. Les demandes des Balkans restent importantes (Géorgie, Albanie). Cependant les demandes d'Afrique de l'Ouest et du Nord sont en baisse notamment Maroc et Mali.

Plus de 2 200 demandes de MNA ont été enregistrées en juillet (1 900 en juin, 1 500 en mai), avec une hausse en particulier des Afghans passant de 700 en mai à 1 200 en juillet, et représentent 50% des demandes de MNA.

Environ 35 100 décisions en première instance ont été rendues en juillet, en légère baisse par rapport à juin. 1/3 concernent des syriens, afghans et pakistanais. Environ 366 300 cas sont en attente, niveau relativement stable.

Le taux de reconnaissance est de 39%. Plus élevé pour les Syriens (87%), et les Erythréens (81%). Il est de 45% pour les Afghans en légère baisse par rapport aux derniers mois.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events>

EASO / Guide pratique de la procédure d’asile et d’accueil

EASO publie un catalogue des outils et guides élaborés par l’EASO relatifs à la procédure d’asile et aux conditions matérielles d’accueil.

Pour plus d’informations :

Guide pratique :

[https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/EASO Practical guides and tools brochure 2021 web EN.pdf](https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/EASO_Practical_guides_and_tools_brochure_2021_web_EN.pdf)

EASO / Rapport sur les profils recrutés par al-Shabaab et les déserteurs en Somalie

Un rapport de septembre 2021 fournit des informations détaillées sur les profils ciblés des personnes recrutées par al-Shabaab et les déserteurs en Somalie. Ce rapport présente les différents profils ciblés par cette organisation terroriste, avec d’une part ses victimes et d’autre part, les potentiels futurs membres. Les femmes et les filles, les clans minoritaires impliqués dans le conflit, les journalistes et les LGBTQ sont les principales personnes visées par les actions d’al-Shabaab.

Pour plus d’informations :

Rapport :

[https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/2021_09 EASO COI Report Somalia Targeted profiles AC.pdf](https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/2021_09_EASO_COI_Report_Somalia_Targeted_profiles_AC.pdf)

EASO/ Rapport sur les villes de Mogadiscio, Garowe et Hargeisa

Un second rapport de septembre 2021 fournit des informations générales et des détails sur les principaux indicateurs socio-économiques dans trois villes somaliennes, à savoir Mogadiscio, Garowe et Hargeisa. Le rapport s’appuie sur le précédent rapport de l’EASO sur la Somalie de juillet 2021. Il appartient au même projet que le rapport de l’ASO de septembre 2021 (présenté ci-dessous). Ce rapport fournit une vue d’ensemble ainsi que des détails sur la composition démographique, les questions humanitaires, la mobilité et l’accessibilité, les indicateurs socio-économiques et la protection sociale réseaux dans les villes susmentionnées.

Pour plus d’informations :

Rapport:

[https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/2021_09 EASO COI Report Somalia Key socio economic indicators AC.pdf](https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/2021_09_EASO_COI_Report_Somalia_Key_socio_economic_indicators_AC.pdf)

EASO / Rapport sur la situation sécuritaire en Somalie

Un troisième rapport de septembre 2021, rédigé conjointement par l’EASO, avec la contribution d’ACCORD (Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d’origine et l’asile) fournit des informations générales et une cartographie de la situation en matière de sécurité en Somalie au niveau régional (pour les 18 régions administratives prévues par la constitution provisoire somalienne, comme ils existaient avant 1991). Le rapport s’appuie sur les rapports précédents de l’EASO sur les conflits d’intérêts de la même étude axée sur la Somalie: acteurs, profils ciblés et indicateurs socio-économiques clés.

Pour plus d’informations :

Rapport :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/2021_09_EASO_COI_Report_Somalia_Security_situation_new_AC.pdf

EASO / Bulletin d'information sur la jurisprudence en matière d'asile

Le bulletin d'information de l'EASO sur la jurisprudence en matière d'asile de septembre 2021 présente les mesures provisoires, les décisions et les arrêts adoptés. Cette jurisprudence en matière d'asile a par ailleurs été prononcée de juin à août 2021.

Pour plus d'informations :

Bulletin :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_Newsletter_on_Asylum_Case_Law-Issue3-2021.pdf

EASO / Etat d'avancement des mesures relatives à la COVID-19

Le 13 Septembre 2021, EASO publie un état d'avancement des mesures relatives à la COVID-19 sur les procédures de protection internationale, y compris la vaccination des demandeurs d'asile. Cet état d'avancement relate le dépistage médical, la mise en quarantaine possible pour les demandeurs d'asile nouvellement arrivés et positif, les cas symptomatiques et les procédures d'appel.

Pour plus d'informations :

Communiqué :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_situational_update_COVID_September_2021.pdf

EASO / Outil d'évaluation des conditions matérielles d'accueil

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile met en ligne une plateforme permettant d'évaluer les conditions matérielles d'accueil et d'identifier les besoins d'un demandeur d'asile en matière d'accueil.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://arc.easo.europa.eu/>

Eurostat / Les nouveaux demandeurs d'asile en hausse de 115 % au deuxième trimestre 2021

Eurostat a mis en ligne, le 24 septembre 2021, une série de données démontrant une hausse de 115 % demandeurs d'asile primo-arrivants au deuxième trimestre 2021.

Au cours du deuxième trimestre 2021, 103 895 demandeurs d'asile primo-arrivants ont demandé une protection internationale dans les pays de l'UE. Ce chiffre était en hausse de 115 % par rapport au deuxième trimestre 2020 (48 370 primo-demandeurs) et de 9 % par rapport au premier trimestre 2021 (95 265). Cependant, il était toujours inférieur aux niveaux pré-pandémiques observés au deuxième trimestre 2019 – en baisse de 28%.

Au deuxième trimestre 2021, il y eu 13 805 demandeurs ultérieurs (personnes ayant déposé une nouvelle demande d'asile après qu'une décision ait été prise sur une demande précédente). Ce chiffre était en baisse de 51 % par rapport au premier trimestre 2021 (28 150 candidats ultérieurs).

Au deuxième trimestre 2021, les Syriens constituaient le groupe le plus important de demandeurs d'asile (20 640 primo-arrivants). Ils étaient suivis par les Afghans (13 860) et les Pakistanais (4 430). Les trois nationalités ont enregistré une augmentation par rapport au premier trimestre 2021 (8 %, 28 % et 16 %, respectivement) et au deuxième trimestre 2020 (148 %, 216 % et 183 %, respectivement).

Le nombre de demandes déposées par des Syriens et des Afghans au deuxième trimestre 2021 a également dépassé les niveaux pré-pandémiques observés au deuxième trimestre 2019 (en hausse de 28 % et 38 % respectivement), tandis que le nombre de Pakistanais a chuté de 17 %.

Le plus grand nombre de demandeurs d'asile primo-arrivants au deuxième trimestre de 2021 a été enregistré en Allemagne (29 545 primo-demandeurs d'asile), suivie de la France (22 015) et de l'Espagne (12 335). Ces trois États membres représentaient 61 % de tous les primo-arrivants dans l'UE au deuxième trimestre 2021.

Au deuxième trimestre 2021, 4 240 mineurs non accompagnés ont déposé une demande d'asile. Ce chiffre est en hausse de 19 % par rapport au premier trimestre 2021 (3 555 mineurs non accompagnés demandeurs d'asile).

Au deuxième trimestre 2021, la plupart des mineurs non accompagnés ont déposé une demande d'asile en Belgique (620), en Autriche (615), en Allemagne (610) et en Bulgarie (555). Cependant, la Tchéquie, l'Estonie, la Lettonie et Malte n'ont enregistré aucun mineur non accompagné demandant l'asile au deuxième trimestre 2021.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/ddn-20210924-1>

FRA / Rapport « Protéger l'espace civique dans l'UE »

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) publie un rapport intitulé « Protéger l'espace civique dans l'UE ». Ce rapport met en lumière les difficultés auxquelles est confrontée la société civile dans l'UE. Ce rapport résulte d'une consultation en ligne menée auprès de plus de 400 organisations de la société civile de défense des droits de l'homme.

Pour plus d'information :

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/civic-space-challenges>

FRONTEX / Carte interactive représentant la situation migratoire en Europe

FRONTEX, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes met en ligne une carte interactive représentant la situation migratoire actuelle en Europe. Sur cette carte, chaque cercle représente l'une des principales routes migratoires vers l'UE. Il suffit de cliquer sur l'un des cercles ou l'un des pays de la carte pour avoir accès aux informations disponibles sur cette région.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/we-know/migratory-map/>

FRA / Bulletin sur le respect des droits fondamentaux dans le domaine de l'asile et de la migration

L'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) publie son dernier bulletin migratoire couvrant les périodes allant de janvier à juin 2021. Comme le témoigne ce bulletin, le traitement des migrants aux frontières de l'UE et les conditions difficiles dans les centres de détention et d'accueil restent

préoccupantes. Selon des allégations, des migrants seraient refoulés à certaines frontières de l'UE sans possibilité de demander une protection internationale et subiraient de mauvais traitements de la part des autorités.

Pour plus d'informations :

Bulletin : [Fundamental rights concerns at EU borders remain | European Union Agency for Fundamental Rights \(europa.eu\)](#)

FRA / Rapport sur les droits fondamentaux des personnes arrivant dans les Etats membres et les pays candidats à l'adhésion à l'UE particulièrement touchés par la migration

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a publié un bulletin sur la situation des droits fondamentaux des personnes arrivant dans les États membres et les pays candidats à l'UE particulièrement touchés par la migration. Il répond aux préoccupations relatives aux droits fondamentaux entre le 1er janvier et le 30 juin 2021. Il présente les principales préoccupations en matière de droits fondamentaux. L'objectif est de démontrer la nécessité absolue de préserver les droits fondamentaux des migrants. Dans le cas contraire, et c'est le cas actuellement, des refoulements impliquant des violences à travers différentes frontières ont été signalés par diverses sources, y compris les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias. Les principaux axes traités dans ce bulletin sont une analyse globale de la situation à la frontière, la présentation des procédures d'asile, les conditions de détention et leurs lacunes, la protection de l'enfant ainsi que le poids des discours de haine et des crimes violents sur la préservation des droits fondamentaux.

Pour plus d'informations :

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/migration-key-fundamental-rights-concerns-bulletin-2-2021>

Institutions européennes

Conseil de l'Europe / Proposition législative du parlement grec contre les ONG

Le 3 septembre 2021, le Conseil de l'Europe a publié un article sur la proposition législative du Parlement grec, actuellement en examen, qui vise à entraver les activités menées par les ONG pour sauver des vies en mer et pour assurer le suivi de la situation des droits humains dans la région de la mer Egée. Le Conseil de l'Europe est opposé à ce projet de loi, les activités menées par les organisations de la société civile contribuent à protéger les droits des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants. La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, a adressé en mai dernier une lettre aux autorités grecques afin de dénoncer les sanctions jugées trop lourdes que prévoient cette loi à l'encontre des ONG.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/greece-s-parliament-should-align-the-deportations-and-return-bill-with-human-rights-standards>

Conseil de l'Europe / Conférence internationale sur le thème de l'apatridie à Bruxelles

Les événements organisés les 23 et 24 septembre à Strasbourg par le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés avaient pour thème le renforcement des efforts pour mettre fin à l'apatridie en Europe et garantir l'exercice des droits fondamentaux. La conférence internationale a réuni plus de 130 hauts représentants des gouvernements des Etats membres, des autorités nationales ayant une expertise spécifique en matière de nationalité et d'apatridie, des juges, des représentants d'organisations internationales et régionales, des organisations de la société civile et des universitaires, ainsi que des apatrides.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/statelessness-and-the-right-to-a-nationality-in-europe>

Conseil de l'Europe / Réunions liées aux migrations à Belgrade

Le 14 septembre 2021, le Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés, Drahoslav Štefánek, a été accueilli par l'Ambassade de Slovaquie à Belgrade pour deux réunions liées aux migrations : à une séance d'information sur le Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR) et à la « Conférence régionale sur les alternatives à la rétention des migrants dans les Balkans occidentaux » co-organisée par le Conseil de l'Europe et le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR).

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/-/the-special-representative-addressed-the-assessment-of-migrants-qualifications-and-alternatives-to-immigration-detention>

Organisations des Nations unies

OIM/ Nouvelles arrivées migratoire sur l'île de Lampedusa

Selon l'agence des Nations Unies pour les migrations, plus 680 hommes, femmes et enfants, entassés sur différents bateaux de pêche et embarcations plus petites sont arrivés depuis lundi soir dans le sud de l'Italie sur l'île de Lampedusa.

Au total, l'Italie a enregistré depuis le début du mois de septembre 2021, plus de 4.800 arrivées, soit 20% de plus qu'à la même période l'an dernier.

Depuis le début de l'année, environ 44.200 migrants et réfugiés ont débarqué sur les côtes italiennes, contre 23.310 au cours de la même période en 2020. Pour le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), il s'agit soit quasiment deux fois plus qu'en 2020 (+90%), et six fois plus qu'en 2019.

Au total, près de 80.000 personnes sont arrivées depuis le début de l'année en Europe dont 74.552 via la Méditerranée. Il s'agit de réfugiés et de migrants arrivant par la mer en Italie, en Grèce, en Espagne, à Chypre et à Malte. Dans le même temps, 4.920 personnes ont rejoint l'Europe par voie terrestre en 2021, selon le HCR.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1105152>

OIM / Conditions de vie des migrants à la frontière de l'UE et la Biélorussie

L'OIM s'inquiète des conditions désastreuses auxquelles sont confrontés les migrants à la frontière entre l'Union européenne et le Belarus où ils sont nombreux à être bloqués. L'OIM relève des conditions sanitaires déplorables. Des rapports font état de refoulements transfrontaliers et mettent en exergue l'absence d'accès adéquat à l'asile. L'OIM appelle les Etats à veiller à ce que l'Etat de droit soit respecté et appliqué aux frontières et se dit prête à soutenir les Etats concernés pour toute action en faveur d'une gestion efficace des migrations et de la réduction des vulnérabilités.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1103122>

OIM / Un nouveau guide pratique de l'OIM avec des conseils clés sur les centres pour migrants

L'Organisation Internationale pour les migrations a publié ce 28 septembre un guide pratique en ligne pour l'administration et la gestion des centres pour migrants. Ce guide pratique traite de différents sujets organisés en quatre catégories distinctes : l'administration, la gestion des centres pour migrants, les services de protection et d'aide, et la gestion de l'information et des données migratoires.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.iom.int/news/new-iom-toolkit-offers-key-advice-migrant-centres>

HCR / Deux jeunes réfugiés sur trois pourraient ne jamais atteindre l'école secondaire

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, deux tiers des enfants réfugiés risquent de ne jamais atteindre l'école secondaire, une situation accentuée par la pandémie de COVID-19. Selon les données recueillies par le HCR dans 40 pays, 68% des enfants réfugiés étaient scolarisés au niveau primaire en 2019-2020. En revanche, seulement 34% étaient inscrits dans l'enseignement secondaire, un taux inférieur à celui des enfants des communautés d'accueil. Le taux s'abaisse à 5% en ce qui concerne la proportion de réfugiés suivant un cursus dans l'enseignement supérieur, soit une augmentation de 2 points par rapport à l'année précédente. Un objectif de 15% de réfugiés inscrits dans l'enseignement supérieur est fixé aux horizons 2030. Cependant, le HCR rappelle que sans une augmentation importante de l'accès au niveau secondaire, cet objectif restera hors de portée. De ce fait, le HCR appelle à garantir le droit de tous les enfants à accéder à l'enseignement secondaire et à veiller à leur inclusion au sein des systèmes éducatifs nationaux. Le HCR avance que les Etats accueillant un grand nombre de réfugiés ont besoin d'une aide pour renforcer leurs capacités en matière d'éducation.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1103172>

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, appelle la communauté internationale à garantir l'éducation secondaire des enfants et des jeunes réfugiés, alors que les taux d'inscription à l'école et à l'université restent sévèrement limités.

Cet appel intervient alors que le HCR lance son rapport 2021 sur l'éducation, intitulé « Garder le cap : Les défis de l'éducation des réfugiés ». Ce rapport met en lumière les parcours de jeunes réfugiés à

travers le monde qui font tout leur possible pour continuer leur apprentissage, et ce malgré des perturbations sans précédent causées par la pandémie de Covid-19. Selon les données recueillies par le HCR dans 40 pays, le taux brut de scolarisation des réfugiés dans l'enseignement secondaire en 2019-2020 s'élevait à 34% seulement. Dans presque tous les pays, ce taux est inférieur à celui des enfants des communautés d'accueil. La pandémie est susceptible d'avoir miné encore davantage les perspectives d'avenir des réfugiés.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/9/61360f20a/lacunes-importantes-leducation-refugies-tiers-jeunes-refugies-risquent.html>

HCR / Visite du Haut-Commissaire en Turquie

Le Haut-commissaire aux Nations Unies pour les réfugiés Filippo Grandi fut reçu par le président Recep Tayyip Erdoğan au cours d'une visite de trois jours en Turquie où des réunions avec le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu et le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu furent tenues. Le chef du HCR a félicité la Turquie pour son engagement continu à fournir une protection aux réfugiés et aux demandeurs d'asile et à les inclure dans les services publics. Lors de cette visite, la Turquie est érigée en modèle pour le monde en matière d'accueil des requérants d'une protection. Par ailleurs, Filippo Grandi rappelle lors de sa visite que l'assistance aux réfugiés doit être une responsabilité mondiale et partagée et appelle les donateurs à se mobiliser afin de venir en aide aux réfugiés mais aussi dans le but de soutenir le peuple turc qui les accueille. Le Haut-commissaire a également évoqué les opérations du HCR à l'intérieur du pays pour apporter une aide d'urgence aux 3,5 millions de personnes déplacées interne avant l'arrivée de l'hiver.

La situation en Afghanistan fut également soulevée et Filippo Grandi a rappelé aux Etats membres la nécessité de respecter le droit des afghans à demander une protection internationale.

Les maires des villes de Sanliurfa et Gaziantep ont été remerciés pour leur engagement dans la promotion de relations harmonieuses entre les communautés turques et syriennes. Cette visite fut aussi l'occasion pour Filippo Grandi de rencontrer des réfugiés et de recueillir leurs témoignages, leurs opinions et leurs aspirations pour l'avenir.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/9/613f4ea1a/chef-hcr-felicite-turquie-engagement-continu-fournir-protection-besoin.html>

HCR / Séries de podcast sur les 70 ans de la Convention de Genève

Un nouveau podcast « Forced to Flee » qui raconte 70 ans d'histoire de déplacements est lancé par le HCR. Ces histoires racontées par la présentatrice, auteure et ambassadrice de bonne volonté Anita Rani s'appuient sur des interviews, de la musique ou encore des archives sonores. Le podcast est diffusé entre autres sur Apple Podcast, Spotify, Stitcher et sur le site www.unhcr.org/forced-to-flee-podcast

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/news/stories/2021/9/61404b034/forced-flee-unhcr-podcast-tells-story-displacement-70-years.html>

HCR / Sous financement de la lutte contre la COVID-19

La cheffe de la section du HCR pour la santé publique Ann Burton alerte sur les conséquences désastreuses du sous-financement de la lutte contre la COVID-19 pour les réfugiés lors de la conférence de presse du 17 septembre 2021 au Palais des Nations à Genève. Seulement un tiers des 924 millions prévus au budget pour pallier à l'urgence COVID-19 a été reçu. On rapporte que les inégalités en matière d'accès au vaccin persistent dans les pays en voie de développement où 86% des réfugiés sont accueillis alors même que 80% des doses de vaccins ont été administrées dans des pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur. Le HCR appelle les Etats à partager les doses excédentaires par l'intermédiaire du dispositif COVAX et à inclure les réfugiés dans les régimes de sécurité sociale nationaux. Les donateurs sont sollicités par le HCR pour couvrir les besoins liés à la prévention et la lutte contre la COVID-19 afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les soins de santé primaires, l'éducation primaire et les services aux personnes ayant des besoins spécifiques.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/briefing/2021/9/614483ffa/hcr-alerte-consequences-desastreuses-sous-financement-lutte-contre-covid.html>

Expert ONU / Des risques d'esclavage moderne pour les personnes déplacées

Tomoya Obokota, un expert indépendant de l'ONU, alerte le Conseil des droits de l'homme sur l'exposition des personnes déplacées internes aux formes contemporaines d'esclavage. Il nous fait part dans son rapport de la nature « sexospécifique » de certaines formes contemporaines d'esclavage. Les femmes et filles sont plus à même d'être victime de mariage forcé, de servitude domestique ou de violence sexuelle. Son rapport souligne l'importance de l'accès à l'emploi formel pour prévenir les formes contemporaines d'esclavage et rappelle la place importante des Etats dans le processus d'intégration de ces personnes déplacées dans les pays d'accueil.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1103982>

HCR / Engagement des Etats-Unis en matière de réinstallation des réfugiés

Le HCR salue le projet du gouvernement américain consistant à renforcer la réinstallation de réfugiés vers les Etats-Unis lors d'une conférence de presse du 21 septembre 2021 au Palais des Nations à Genève. Le président américain Joe Biden propose un objectif de réinstallation de 125000 réfugiés aux Etats-Unis pour l'année fiscale 2022. Cette décision doit être confirmée après consultation du Congrès.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2021/9/6149c158a/hcr-salue-projet-gouvernement-americain-renforcer-reinstallation-refugies.html>

HCR / Deux étudiants centrafricains réfugiés au Cameroun et au Niger sont arrivés en France pour intégrer un master au sein de l'Université Clermont Auvergne

Deux étudiants centrafricains réfugiés au Cameroun et au Niger furent sélectionnés pour intégrer un master au sein de l'Université Clermont Auvergne. Cet accueil a été rendu possible grâce à l'étroite collaboration entre les bureaux du Haut-Commissariat des Nations Unies, Forum réfugiés-cosi et l'Université Clermont Auvergne avec la mise en place d'un couloir universitaire, une voie

complémentaire d'admission permettant aux étudiants de poursuivre leurs études supérieures dans un pays différent de celui dans lequel ils ont obtenu l'asile.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2021/9/614208114/deux-etudiants-refugies-accueillis-par-luniversite-clermont-auvergne.html>

OIM / Décès près de la frontière entre la Pologne et le Biélorussie

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et l'Organisation internationale pour les migrations déplorent la mort de quatre personnes près de la frontière entre la Pologne et le Biélorussie et appellent à l'ouverture d'une enquête. Ces décès font suite aux renvois aux frontières de nombreux migrants et demandeurs d'asile qui ont transité par le Biélorussie pour demander l'asile dans les pays frontaliers membres de l'UE se retrouvant dans une situation humanitaire inquiétante. Le HCR et l'OIM demandent que la situation soit gérée dans le respect des principes du droit international et des droits humains et appelle à la collaboration des États dans la gestion de ces flux migratoires.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/9/614ad633a/hcr-loim-choques-consternes-deces-pres-frontiere-pologne-belarus.html>

Organisations de la société civile

Mixed Migration Center / L'utilisation des réseaux de passeurs par les réfugiés et migrants nigériens

Le Mixed Migration Center a mis en ligne en août 2021 une publication sur le recours aux passeurs par les réfugiés et migrants nigériens. Celle-ci se concentre sur l'expérience de la contrebande entre les Nigériens en déplacement en Afrique de l'Ouest et du Nord et le long de la route de la Méditerranée centrale, en s'appuyant sur 644 entretiens menés au Niger, en Libye et en Italie entre fin 2019 et juin 2021. En plus de fournir des informations précieuses sur la dynamique globale de recours aux passeurs parmi les Nigériens, les résultats indiquent que l'expérience du trafic des femmes nigériennes est très spécifique et suggèrent un lien possible avec la traite des êtres humains, étayant les rapports et analyses existants. Ce travail est réalisé dans le cadre d'un partenariat avec l'Observatoire sur le trafic illicite de migrants de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://mixedmigration.org/resource/4mi-snapshot-nigerian-refugees-and-migrants-use-of-smugglers/>

Mixed Migration Center / Les rôles divers des passeurs dans les mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest et du Nord

Les recherches empiriques sur l'utilisation des passeurs et des facilitateurs de migrants par les personnes en déplacement en Afrique de l'Ouest et du Nord sont rares. Une étude du Mixed Migration Centre (MMC) a révélé que plus des deux tiers des réfugiés et des migrants interrogés en Libye et la moitié de ceux interrogés au Burkina Faso, au Mali et au Niger entre 2017 et 2019 ont utilisé un passeur. S'appuyant sur de nouvelles données collectées en février et mars 2021 avec des

personnes en déplacement, cet article met davantage en lumière la prévalence et les rôles des passeurs le long des routes migratoires mixtes en Libye, au Niger et au Mali. Cet article est produit dans le cadre d'un partenariat avec l'Observatoire du trafic illicite de migrants de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://mixedmigration.org/resource/roles-of-migrant-smugglers-and-movement-facilitators-in-west-and-north-africa/>

Migration Policy Institute / Rapport sur les voies complémentaires d'accès à la protection et la réinstallation

L'institut de politique migratoire a publié en septembre 2021 un rapport présentant les résultats d'une cartographie mondiale de la réinstallation des réfugiés et des voies complémentaires, y compris les zones où ces programmes pourraient potentiellement être intensifiés et les éventuels obstacles rencontrés. L'analyse, commandée par le HCR, s'appuie en partie sur plus de 120 entretiens menés par des chercheurs de MPI Europe et du Centre d'accueil pour les réfugiés de l'Université d'Ottawa avec le personnel des bureaux du HCR, des représentants du gouvernement, des membres de la société civile, des représentants d'établissements d'enseignement supérieur et des employeurs de quatre régions : Asie et Pacifique, Europe et Amériques. De plus, le rapport examine l'étude de cas de plus de cinq pays - la Finlande, la France, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis - et fournit des exemples tirés de nombreux autres.

Pour en savoir plus :

Rapport : <https://www.migrationpolicy.org/research/refugee-resettlement-complementary-pathways>

Pro Asyl / Rapport sur les réfugiés Afghans en Turquie

La fondation PRO ASYL a commandé à un avocat international expérimenté, dont le nom est resté anonyme pour des raisons de sécurité, un avis d'expert dans le but de mettre en lumière la situation des réfugiés afghans en Turquie en 2020. Ce dernier, publié en mars 2021, se concentre sur les principaux obstacles pour bénéficier d'une protection en Turquie ainsi que sur les défis liés aux procédures de demande de protection internationale.

Pour en savoir plus :

Rapport : <https://www.proasyl.de/material/expert-opinion-the-situation-of-afghan-refugees-in-turkey/>

Focus nationaux

Grèce / Questions/réponses sur la liste des pays tiers sûrs en Grèce

Le Refugee Support Agean a publié le 8 septembre 2021 un article sur la question du démantèlement du système d'asile grec en une série de six questions-réponses sur la liste illégale des « pays tiers sûrs » grecs. Le 7 juin 2021, le gouvernement grec a adopté une législation secondaire (Décision ministérielle conjointe 42799/2021) déclarant la Turquie un « pays tiers sûr » pour les demandeurs d'asile originaires de Syrie, d'Afghanistan, de Somalie, du Pakistan et du Bangladesh.

Cela fait de la Grèce le seul État membre de l'UE, avec la Hongrie, à déclarer la Turquie « pays tiers sûr » dans une liste nationale.

Pour en savoir plus :

Communiqué : <https://rsaegean.org/en/faq-greek-safe-third-country-list/>
